



**AGIR ENSEMBLE**  
POUR LES DROITS HUMAINS

## **FACE À LA MENACE DE L'EXTRÊME DROITE, AGISSONS ENSEMBLE POUR DIRE NON !**

Dimanche 24 avril 2022, pour la deuxième fois en 5 ans, le second tour de l'élection présidentielle française opposera Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Aujourd'hui plus encore qu'en 2017, il est envisageable que l'extrême droite accède à la présidence de la République avec des conséquences destructrices pour la démocratie, l'état de droit et les droits humains en France, comme à l'international.

La France gouvernée par l'extrême droite serait une France soutenue et inspirée de démocraties illibérales, telles que la Hongrie ou la Pologne, réduisant les libertés fondamentales des citoyen.ne.s et la marge de manœuvre des contre-pouvoirs.

### *Demain, dans une France gouvernée par l'extrême droite, quelle place pour la société civile ?*

L'extrême droite envisage de réviser la Constitution afin de faciliter le recours au référendum pour l'adoption d'un projet de loi. Cette mesure conduirait à contourner le Parlement et le Conseil Constitutionnel en recourant systématiquement au référendum pour éviter les contrôles et contre-pouvoirs. Pour comparer, au cours des dernières années, le gouvernement hongrois a révoqué et remplacé par des proches la majorité des juges de la Cour Constitutionnelle hongroise, Viktor Orbán a réformé le système électoral et la Constitution.

Nous craignons pour la démocratie et l'état de droit si l'extrême droite accède à la présidence de la République dimanche 24 avril 2022.

### *Demain, dans une France gouvernée par l'extrême droite, quelle place pour la liberté de la presse ?*

L'assèchement de la société civile par l'extrême droite serait concomitante d'un musèlement de la presse. En France, l'extrême droite a d'ores et déjà commencé à museler la presse notamment en refusant d'accréditer certains médias (Quotidien, Médiapart...) lors de meetings de la campagne.

Nous craignons pour la liberté de la presse et, plus généralement, pour l'ensemble des libertés constitutives de l'espace civique (expression, manifestation, réunion, association) si l'extrême droite est élue dimanche 24 avril 2022.

## *Demain, dans une France gouvernée par l'extrême droite, quelle place pour les droits des femmes et les droits des minorités sexuelles et de genre ?*

Le 8 juillet 2021, les député.e.s français.e.s d'extrême droite ont voté contre la résolution du Parlement Européen condamnant les violations des droits des citoyen.ne.s LGBTIQ+ en Hongrie, suite à l'adoption d'une loi associant l'homosexualité à la pédocriminalité. Au niveau national, l'extrême droite s'est longtemps positionnée contre le mariage pour tou.te.s et la majorité des député.e.s nationaux.ales affilié.e.s n'ont pas voté la loi interdisant les thérapies de conversion en janvier 2022.

■ Nous craignons pour les droits et libertés des minorités sexuelles et de genre si l'extrême droite prend le pouvoir.

Les droits des femmes ne sont pas épargnés par le projet politique proposé par l'extrême droite : des campagnes d'affichage anti-avortements menacent le libre choix des personnes pouvant enfanter et perpétuent les stéréotypes de genre, notamment relatifs à la répartition des tâches domestiques. En France, l'extrême droite s'est positionnée contre l'accès à la procréation médicalement assistée des femmes seules et couples lesbiens (PMA pour toutes) en septembre 2021 et contre l'allongement du délai légal d'avortement de 12 à 14 semaines en mars 2022.

■ Nous craignons pour les droits et libertés des femmes et l'égalité femmes-hommes si l'extrême droite entre à l'Elysée à l'issue du second tour.

## *Demain, dans une France gouvernée par l'extrême droite, quelle place pour la paix sociale ?*

A l'égard des droits des étranger.e.s et sa xénophobie, en France, l'extrême droite veut instaurer un principe de "priorité nationale" qui pénaliserait les étranger.e.s dans l'accès aux droits sociaux et envisage de ne traiter que les demandes d'asile reçues depuis l'étranger en plus de restreindre drastiquement l'accès à la nationalité française.

■ Nous craignons pour les droits fondamentaux des étranger.e.s et demandeur.se.s d'asile ainsi que pour les principes d'égalité et de fraternité si l'extrême droite gouverne la France.

**Face à ce projet de société irrespectueux des droits humains, de l'état de droit, et en rupture avec les principes démocratiques, Agir ensemble pour les droits humains appelle à voter contre l'extrême droite le dimanche 24 avril 2022.**